

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Paris
45410 Artenay

Références : 181/2024 - VAT20240186
Code AIOT : 0010001557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement est classé Seveso seuil bas, par dépassement direct au titre de la rubrique 4755 (dépôt d'alcool de bouche).

Il relève également de la directive dite IED au titre des rubriques 3110 (combustion), 3310 (four à chaux) et 3642 (produits alimentaires ou aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) de la nomenclature.

Une douzaine d'installations, relevant du régime d'autorisation ou d'enregistrement, sont exploitées sur le site d'Artenay et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 04 septembre 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des suites de l'incident du 21/04/2023	Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.9.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Plan d'opération interne – site SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	2 mois
7	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de sucre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de pellets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.IV	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Analyse de risque	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
12	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
13	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6	Demande d'action corrective	2 mois
14	Permis feu/permis de travail-contenu	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion des suites de l'incident du 11/08/2023	Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49	Sans objet
6	Etat des stocks-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites de l'incident du 21/04/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident de la canalisation collectant les effluents de la distillerie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour rappel, les informations tirées du rapport incident étaient les suivantes :

Enseignement tirés: Les conclusions de l'analyse des causes ont permis de confirmer notre première approche au moment de l'incident :

- *La température des effluents de distillerie peut atteindre ponctuellement 65 °C est hors standard « Pont à Mousson » de 45°C standard tuyauterie Etudier l'implantation d'un échangeur au niveau de la fosse P42 située en sortie des installations de la distillerie ;*
- *La configuration de la zone de la fuite a été identifiée comme étant un point singulier après la réparation du tronçon inspection intérieure des points singuliers de la tuyauterie « effluents distillerie » ;*
- *S'assurer de la connaissance du protocole de montage (coupe spécifique pour polyuréthane) par l'entreprise TP en charge des travaux Protocole de coupe (Pont à Mousson) transmis à l'entreprise Saunier TP.*

L'exploitant a indiqué que la totalité de la canalisation n'a pas été inspectée par caméra (impossibilité technique). Aussi, 200 m de canalisations ont été inspectées des bassins vers l'usine et inversement.

L'exploitant a déjà procédé au remplacement du tronçon situé dans la digue du bassin.

Il prévoit également un remplacement intégral de la canalisation de l'usine jusqu'au bassin.

En effet, il a été constaté une dégradation du revêtement de la canalisations dans le temps.

Selon les constats faits par l'exploitant, la température des effluents issus de la distillerie entraîne une accélération de cette dégradation.

Actuellement un système de refroidissement dans une cuve double enveloppe est place pour abaisser la température des effluents.(gain de 5/6 °C)

Il est également prévu la mise en place d'un échangeur thermique avant rejet des effluents de la distillerie dans la canalisation vers les bassins. Le gain estimé est d'environ 30 °C (passage d'effluents à 65°C à 35°C).

La nouvelle canalisation sera composée de fonte «Pont à Mousson» revêtue (revêtement multicouche plastique résistant chimique et température < 90°C).

Les travaux de remplacement sont prévus en mai/juin lors de la phase d'arrêt de la distillerie.

Pas d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra : - les justificatifs de remplacement de la canalisation des effluents issus de la distillerie, - les éléments techniques de la nouvelle canalisation, - les justificatifs de mise en place de l'échangeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Gestion des suites de l'incident du 11/08/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du silo de pellet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant a transmis le rapport incident le 11/08/2023. L'incident a été causé par le frottement d'une bande entraînant un échauffement, et un dégagement de fumées.</p> <p>Le rapport incident mentionnait les améliorations suivantes à apporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étendre les préventifs mécaniques systématiques de la zone silo 91 au tambour du boisseau de chargement – Fait le 31/08/2023 - créer un préventif CND systématique sur les tambours de commande de la zone – fait le 30/11/2023 ; - créer une trappe de visite étanche facilement ouvrable pour permettre un contrôle visuel et nettoyage régulier – fait le 31/08/2023 ; - vérifier sur la zone silo 91-99 qu'il n'y ait pas ce type de configuration sur un équipement similaire – fait le 31/08/2023 ; - établir une instruction de contrôle d'absence de poussière et de nettoyage spécifique en lien avec la mise en place de la trappe de visite et définir une fréquence de contrôle – fait le 30/11/2023 – l'instruction mentionne un contrôle 2 fois par mois ; - contrôler visuellement l'absence de poussière 2 fois par mois – Fait depuis le 31/08/2023.

Aussi, compte tenu de ce qui précède, l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives à la suite de cet incident.
Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.9.7
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours spécifique par le Préfet du Loiret. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.</p> <p>Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et, le cas échéant, au plan de secours spécifique approuvé par le préfet du Loiret.</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place des postes de commandement (bureaux administratifs et centre de réception betteraves) et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Chaque poste de commandement dispose d'un exemplaire du POI, de l'inventaire des stocks d'alcools et d'engrais et un descriptif de l'affectation des bacs. Cet inventaire est mis à jour chaque jour ouvré après les transferts de liquides en fin de journée.</p> <p>L'exploitant tient à jour dans son POI, la liste des moyens de protection incendie privés externes aux sites dont il s'est assuré la disponibilité, en précisant les modalités et les délais de mise à disposition sur le site. Il précise les conditions d'appel et le rôle des renforts devant intervenir dans le cadre d'accord d'aide mutuelle.</p> <p>L'exploitant met en place un système d'astreinte afin d'assurer la présence d'agents qualifiés de l'entreprise dans des délais cohérents avec le POI.</p> <p>Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés, dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des</p>

moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Un permanent technique est joignable en toute circonstance, il doit se rendre immédiatement sur le site après avoir été appelé. Ce permanent technique peut en fonction de l'importance de la situation appeler tout ou partie de l'équipe d'astreinte, les secours ou le directeur des secours.

[...]

Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le POI et les modifications notables successives sont transmis au Préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Le Préfet peut demander à l'exploitant la modification du POI.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois par an, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un POI version 24, de janvier 2024.

Le planning d'astreinte est défini à l'avance et à la semaine (présentation de la succession d'astreinte). Cette astreinte comprend une permanence technique / électrique/pompiers interne/régulation/DOI.

A titre d'exemple, l'inspection a interrogé l'exploitant sur le fait qu'il n'y avait pas de fiche réflexe sur l'auto-échauffement. L'exploitant a indiqué que le POI contient les scénarii majorants. L'auto-échauffement n'en est pas un. Néanmoins, la fiche 3.3-d) «SCENARIO : SILOS 91-99 : FEU DE CELLULES OUVERTES» renvoie au moyen de prévention «contrôle de température et d'humidité» et mentionne une stratégie d'intervention pour traiter ce scénario.

L'inspection n'a pas de remarque sur le contenu du POI.

Il est néanmoins mentionné que les poteaux incendie du site sont supprimés. L'exploitant a

indiqué lors de la visite que la pression dans les poteaux est de 5,5/8,5 bar. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des réducteurs de pression sont à demeure ou si le SDIS est informé de venir avec ses réducteurs de pression, en cas d'incendie sur le site TEREOS.

L'exploitant a présenté un compte rendu d'exercice POI réalisé le 14/12/2023. Le scénario était un départ de feu au niveau de la rétention du stockage d'alcool bac 32 et avec une extinction automatique HS. Le compte rendu mentionne 6 pistes d'améliorations principalement des formations et de sensibilisation du personnel et du gardiennage. Le plan d'action associé fait état que ces pistes d'améliorations ont été mises en œuvre. L'exploitant a indiqué qu'un chiffrage était en cours pour la mise en place d'une vidéosurveillance live des installations.

Pas d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les poteaux incendie surpressés sont utilisables en toutes circonstances par les services de secours et d'incendie (réducteurs de pression à demeure ou en possession du SDIS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Plan d'opération interne – site SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI – site SEVESO

Prescription contrôlée :

Annexe V

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir

immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023 ;

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a présenté le POI version 24, de janvier 2024.

Le POI présenté ne mentionne pas les dispositions, méthodes et moyens prévus aux points i et j de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

Néanmoins, l'exploitant a présenté le document "Suivi post accidentel – identification des produits de décompositions" de novembre 2023.

Ce document identifie les produits de décompositions en cas d'incendie et les matrices de prélèvements associées.

Ce document doit être joint au POI.

Concernant le nettoyage et la remise en état, l'exploitant a indiqué avoir identifié une société prestataire multiservices, en capacité de couvrir les différents types de pollution et répondre à la remise en état et au nettoyage. L'exploitant dispose du numéro d'astreinte de cette société.

Néanmoins, aucune formalisation de cette disposition réglementaire n'a été effectuée par l'exploitant.

A noter que l'exploitant pourrait utilement tester la réactivité et la disponibilité de ce prestataire lors d'un prochain exercice POI.

Ecart PdC n°4 : Le POI est incomplet. Il ne mentionne ni les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux et portant sur les substances toxiques et les types de produits de décomposition ni les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le

nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4 formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté son outil d'extraction des états des stocks. Un état des stocks est édité tous les soirs. Il est transmis à l'ensemble des DOI et au poste de garde. Une version papier est également déposée en salle POI. TEREOS effectue une extraction par rubrique ICPE et également par rubrique ICPE et ciblé par zone du site. Pour les installations gérées par AXEREAL, AXEREAL envoie une édition papier tous les soirs des produits phytosanitaires et des engrais. Une modification de cet état des stocks est effectuée chaque vendredi ou à chaque entrée/sortie.
Pas d'écart constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stocks – dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur les états des stocks servant aux besoins de la gestion d'un événement accidentel (Cf extraction état de stocks PdC n°5).</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'outil permet une extraction d'un état des stocks vulgarisé. Il a effectué les manipulations en séance.</p> <p>Le POI reprend la formalisation d'un état de matières stockées simplifié et également une localisation avec coordonnées quadrillées sur l'ensemble du site.</p> <p>Comme vu lors des échanges avec l'exploitant, il pourrait utilement reprendre l'identification des liquides PE>60°C et <93°C qui n'est pas significative pour le grand public. Il s'agit avant tout de liquides inflammables.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III
Thème(s) : Situation administrative, Liste ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la</p>

<p>prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression.</p> <p>Cette liste est incomplète. En effet, il manque le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection). A noter que la liste mentionne un système frigorifique sous pression nécessitant la mise en place d'un plan d'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué que sa liste est exhaustive.</p> <p>La liste mentionne notamment pour les équipements nommés «bouilleurs» une pression de tarage des soupapes supérieure à la pression de service "PS" indiquée dans cette même liste.</p> <p>Or, l'article 3.I de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 dispose que <i>« lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...] »</i></p> <p>Selon cette liste, ces équipements ne sont pas protégés par des accessoires de sécurité conformes.</p> <p>L'exploitant a indiqué en retour que la PS précisée dans la liste pour les bouilleurs est la pression d'utilisation. L'inspection prend note de cet élément et rappelle à l'exploitant que la notion de pression de service est définie dans l'arrêté ministériel du 20/11/2017 précité.</p> <p>L'exploitant doit d'une part vérifier que les équipements de la liste, y compris les bouilleurs, sont protégés par des accessoires de sécurité correctement dimensionnés ou tarés, et le cas échéant, d'apporter les actions correctives nécessaires, et d'autre part, de mettre à jour la liste ESP.</p> <p>Ecart PdC n°7: La liste des équipements sous pression est incomplète et présente des informations erronées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra une liste des ESP mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement</p>

mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté :

- un plan des réseaux interne n°S1211493 du 16/08/1993. Ce plan comprend les réseaux d'eaux industrielles et eaux pluviales,
- un plan des réseaux constitué d'un schéma synthétique des réseaux d'eaux usées. Ce plan n'amène pas de commentaire de l'inspection,
- un plan des réseaux d'eaux issus du forage. Ce plan n'amène pas de commentaire de l'inspection,
- un plan des réseaux AEP (alimentation notamment des locaux sociaux et sanitaires). Ce plan n'amène pas de commentaire de l'inspection.

Concernant le plan des eaux industrielles et eaux pluviales, l'exploitant a indiqué que les eaux issues de :

- la distillerie arrivent dans la fosse P42,
- la zone séchage pulpe sont recueillies dans le caniveau Nord,
- la zone four à chaux sont recueillies dans la fosse 4,
- la zone Nord du site sont recueillies dans le bassin d'orage Nord,
- la zone Sud du site/zone de lavage sont recueillies dans le bassin d'orage Sud.

Excepté pour la fosse P42, toutes les eaux recueillies dans les différents bassins transitent par le bac à boue avant envoi vers les bassins de lagunage.

Les eaux de la fosse P42 sont directement envoyées vers les bassins de lagunage.

Ecart PdC n°8: Le plan des réseaux des eaux industrielles et eaux pluviales recueillies sur le site ne mentionne pas explicitement les secteurs collectés.

L'exploitant a également présenté le plan des réseaux externe amenant les eaux de la sucrerie/distillerie de l'usine jusqu'au bassin Dambron ; pas de commentaire sur ce plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8 formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de sucre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de dépoussiérage et de détection de dysfonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf annexe Pdc n°9</p> <p>Concernant les bandes des transporteurs à bandes, l'exploitant a présenté une documentation technique de la marque ESBELT d'une bande FEBOR 31CC. Cette documentation technique mentionne que ces bandes sont conformes à la norme ISO 340 soit non propagateur de la flamme. Néanmoins, l'exploitant n'a pas présenté de justificatif permettant de faire un lien entre les bandes installées dans les silos à sucre et les documentations techniques présentées.</p> <p>Ecart PdC n°9: L'exploitant ne justifie pas du caractère non propagateur de la flamme des bandes installées sur les transporteurs des silos sucre.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il réalise un état des lieux annuel des bandes afin de savoir si un remplacement est nécessaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un justificatif attestant que les bandes installées dans les silos à sucre sont non propagatrices de la flamme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de pellets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de dépoussiérage et de détection de dysfonctionnement
Prescription contrôlée : A. «[...] Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle. Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008. [...] Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié. C. Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés.»
Constats : Cf annexe PdC n°10 L'exploitant a présenté des certificats de conformité aux stipulations d'une commande de la société FICAP datés du 10/10/2017 relatifs à bandes installées dans les silos pellets (tapis de transfert 99>91, projecteur silo 91 et élévateur silo 99). Ces certificats mentionnent que les bandes sont conformes à la norme ISO 340S. PdC n°10 : L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des autres bandes installées dans les silos pellets, et de justifier du bénéfice de l'antériorité de ces mêmes bandes à la date de parution de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant les autres bandes installées dans les silos pellets, l'exploitant justifiera, le cas échéant, : - du caractère non propagateur de la flamme de ces bandes, - de l'antériorité de ces bandes si elles ont été installées avant la parution de cet arrêté du

26/11/2012 (cf annexe III de l'arrêté du 26/11/2012)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 11 : Analyse de risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p> <p>Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs à la gestion du retour d'expérience.</p> <p>Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.</p> <p>La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les procédures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SP AMF 004 «Elaboration du plan de prévention et des permis de travail des entreprises extérieures» (version 2 du 17/07/2020), - S P AMF 011 «Gestion des travaux par points chauds» (version 11 du 29/06/2023) <p>L'exploitant a également présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une base de données des départs d'incendie mise en place depuis 2022. L'inspection a constaté dans cette base ne fait pas mention de l'incident du silo pellet et de l'incendie de la TAR en 2024. - un tableau des presqu'accidents. Ce tableau est complété par chaque personne du site

recensant des anomalies. Le tableau est parcouru 1 fois par mois par la direction et le service HSE. Les anomalies nécessitant un approfondissement sont identifiées dans ce tableau. Des filtres sont présents dans ce tableau tels que des presque accidents relatifs à la protection des travailleurs ou à la protection de l'environnement ainsi que des sous thèmes, à titre d'exemple «explosion et incendie».

L'inspection a passé en revue ces bases de données et a constaté un suivi par l'exploitant de ces presque accidents et le cas échéant, la mise en place de mesures correctives.

Dans le cadre de l'incendie des anciennes TAR, l'exploitant a présenté l'analyse de risque (version 1 du 01/02/2024) établie avec la société TSD relative aux chantiers de démolition et désamiantage du silo Nord et des anciennes TAR.

L'inspection n'a pas constaté d'anomalie dans ce document.

Cette analyse des risques est également accompagnée des documents suivants concernant la démolition des anciennes TAR :

- mode opératoire de démolition (version 1 du 01/02/2024),
- plan de prévention du 04/12/2013
- permis de travail du 02/01/2024
- permis feu du 29/01/2024.

Concernant le permis feu n°11589 relatif aux travaux par point chaud au niveau des anciennes TAR, il n'est pas coché la présence de matières combustibles ou inflammables dans un rayon de 10 m autour des travaux. Or, les casings des anciennes TAR sont des éléments plastiques à savoir une matière combustible.

A noter que visuellement les casings en plastiques sont patinés et semblent être des éléments métalliques et non plastiques. L'analyse de ces casings n'est pas mentionnée dans l'analyse de risque présentée.

Aussi, il y a un défaut d'analyse des risques lors de l'établissement du permis feu pour ces travaux par point chaud.

De plus, l'inspection a analysé le permis feu LDU00902. Ce permis feu mentionne la présence de produits combustibles ou inflammables dans un rayon de 10 m. Or, aucun moyen de protection incendie n'a été identifié («extincteur», «présence d'un surveillant travaux», «autres» du type bâche ignifugée ...) ou de mesures de prévention du type «nettoyage et retrait des produits combustibles dans un rayon de 10 m». Aussi, il y a un défaut d'analyse des risques lors de la rédaction de ce permis feu.

Ecart PdC n°11: Les analyses de risques effectuées dans le cadre des travaux de démolition des anciennes TAR et du permis feu LDU00902 sont insuffisantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°11 formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 12 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
Constats : L'exploitant a présenté la liste du personnel autorisé à rédiger différents permis (Document S D AMF 007 version du 19/02/2024). Cette liste comprend une colonne des personnes autorisées à délivrer les permis feu. L'exploitant a présenté les fiches de présence de la formation «Travaux par points chauds et permis de feu» des sessions du 08/04/2019, 23/04/2019, 03/07/2020, 27/10/2021, 13/10/2022 et 15/06/2023. L'ensemble du personnel autorisé à la délivrance est mentionné sur ces fiches de présences de formation. Le recyclage de cette formation est tous les 5 ans. A la suite de l'incendie des anciennes TAR, l'exploitant a prévu de former à nouveau les donneurs d'ordre des permis feu. Il est prévu également de faire évoluer le module «permis feu» avec TEREOS Groupe à plus long terme. L'exploitant pourrait utilement compléter la formation permis feu concernant l'analyse de risque à partir de cas concrets. La procédure S P AMF 011 «Gestion des travaux par points chauds» mentionne que <i>«les surveillants travaux par point chauds est une personne:</i> <ul style="list-style-type: none">- <i>formée au rôle de surveillant aux travaux par points chauds,</i>- <i>formée annuellement à la manipulation des extincteurs et des RIA,</i>- <i>qui réalise et documente les opérations de surveillance post-travaux.»</i> A noter que les surveillants travaux peuvent également être les personnes les rondes post travaux

<p>par point chaud et incluant le personnel de gardiennage.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de formation dispensée aux surveillants travaux concernant le rôle de surveillant de travaux par points chauds et concernant la manipulation de RIA.</p> <p>Ecart PdC n°12: Les surveillants travaux et post-travaux ne reçoivent pas une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention compte tenu du fait que ce personnel en charge de la surveillance travaux par points chauds n'est formé ni au rôle de surveillant travaux par points chauds ni à la manipulation des RIA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°12 formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 13 : Permis feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectent une consigne particulière.</p> <p>Le permis d'intervention et éventuellement le < permis de feu = et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a examiné les différents chantiers en cours sur le site TEREOS.</p> <p>Il a donc été constaté des travaux au niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la distillerie (mise en place d'une tuyauterie recyclage vinasse sur Effet 3), - de la distillerie (travaux de découpe à la scie sabre de tiges filetées d'un massif en zone ATEX), - de la zone conditionnement sucre (démontage d'une plateforme métallique), - au niveau du silo Nord (pas de travaux en cours lors de la visite),

- au niveau de l'atelier sucrerie RT45.

L'ensemble des travaux en cours nécessitant un permis feu sont reportés sur un plan situé à l'accueil du bâtiment des bureaux administratifs. Les chantiers sont repérés avec des punaises. Lors des rondes du gardien, ce dernier récupère les permis feu établis et localise le chantier afin de vérifier l'absence d'anomalie post travaux.

L'inspection a constaté que tous les travaux nécessitant des travaux par points chauds disposaient d'un permis feu. Ce permis feu est disponible à proximité immédiate du chantier.

De plus, à titre d'exemple pour les travaux de la distillerie précités, l'exploitant a présenté:

- un permis de travail du 27/12/2024,
- une attestation de consignation électrique et fluides du 25/02/2024.

Pour ce chantier, l'inspection a également constaté la présence des moyens de protection incendie identifiés dans le permis feu.

L'exploitant a indiqué qu'il effectue des audits chantiers par sondage, audits réalisés par le HSE. Un audit des permis feu est systématique depuis l'incendie des anciennes TAR. Un canevas spécifique a par ailleurs été établi pour cet audit des permis feu.

Par ailleurs, le modèle de permis feu mentionne la réalisation de rondes post travaux.

Il doit être effectué une surveillance permanente 30 minutes ou 60 minutes après les points chauds.

Une surveillance complémentaire peut être faite 2h ou 3h après les travaux par points chauds. Un surveillant est systématiquement désigné sur le permis feu pour cette surveillance complémentaire.

Un encart détaille les modalités de choix des surveillances post travaux.

Cette modalité de remplissage est issue de la procédure S P AMF 011 «gestion des travaux par points chauds».

Lors de la visite, l'inspection a passé en revue les derniers permis feu établis depuis début 2024.

L'inspection a constaté des anomalies dans les rondes des permis feu suivants:

- Permis LDU00904: la ronde à 2h a été cochée. Cette ronde a été effectuée 6h30 après la fin des travaux par le gardien.
- Permis LDU00681 du 12/02/24: le permis a été délivré le 12/02/2024. Les travaux par point chaud ont débuté le 14/02/2024 pour 3 jours, soit une fin le 16/02/2024. Des rondes ont été effectuées de j1 à j3. Aussi, le document ne mentionne pas si j3 correspond au 14/02/2024 ou au 16/02/2024. En l'absence de précision, des travaux par points chauds pourraient ne pas avoir fait l'objet de rondes de surveillance.
- Permis LDU00902: les rondes à 30 min et 2h ont été cochées. Aucune ronde n'a été effectuée le 1er jour et une ronde a été effectuée 5 h après les travaux le 2e jour
- Permis: LDU00686: la ronde à 2h a été cochée. Cette ronde a été effectuée 4h36 après la fin des travaux.
- Permis GTA736: la ronde à 2h a été cochée. Cette ronde a été effectuée 7h après la fin des travaux.

L'inspection constate un manque de rigueur dans le remplissage des rondes par le personnel de surveillance ainsi qu'un problème organisationnel afin de respecter les délais de rondes mentionnés dans le permis feu.

Ecart PdC n°13: Les consignes particulières relatives aux rondes post travaux mentionnées dans les permis feu LDU00904, LDU00681, LDU00902, LDU00686 et GTA736 ne sont pas respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°13 formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 14 : Permis feu/permis de travail-contenu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis feu /permis de travail
Prescription contrôlée : Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, • les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations, • à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement

restaurée.

Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendies, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention) l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du site concerné.

Constats :

Les éléments mentionnés dans la prescription de l'arrêté préfectoral sont présents dans le modèle de permis feu.

Les anomalies constatées pour certains permis feu sont mentionnées dans les points de contrôle précédents du rapport.

Par ailleurs, concernant l'habilitation d'une entreprise comprenant des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement, il a pris l'exemple de la société TDS, prestataire extérieure qui intervient sur le chantier de démolitions des anciennes TAR et la démolition du silo Nord.

L'exploitant a présenté un cahier des charges qui mentionne les habilitations nécessaires à avoir en fonction de l'intervention.

L'exploitant indique que la signature du cahier des charges entraîne une obligation de respect du cahier des charges par le prestataire et donc valide l'habilitation de ce prestataire.

Ce cahier des charges mentionne également la notion d'écarts majeurs et écarts mineurs.

Le choix des prestataires extérieurs est effectué par l'équipe d'acheteur, et ces choix sont associés à une liasse documentaire. Aussi, il n'a pas pu être vérifié les critères d'acceptation nécessaires à l'habilitation d'un prestataire extérieur.

Lors de l'examen en séance, le cahier des charges ne mentionne pas de critère de révocation.

Des audits sont réalisés pour vérifier le comportement des prestataires extérieurs. Un audit par chantier et par semaine est effectué. L'exploitant joint à certains chantiers, identifiés comme spécifiques, la présence d'un préventeur.

L'exploitant a présenté un audit de TSD du 25/01/2024 pour le chantier de démolition du silo Nord. Cet audit comprend une grille de critères de questions. L'exploitant n'a pas détecté d'anomalie lors de cet audit.

Ecart PdC n°14 : L'exploitant ne justifie pas que l'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation et des critères de révocation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°14 formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois